



**REGLEMENT COMMUNAL**

**RELATIF**

**A LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

## Le Conseil général de Villars-sur-Glâne

Vu

- la loi cantonale du 30 novembre 1979 sur l'eau potable;
- le règlement du 13 octobre 1981 d'exécution de la loi sur l'eau potable;
- la loi cantonale du 12 novembre 1964 sur la police du feu;
- le règlement du 28 décembre 1965 d'exécution de la loi sur la police du feu;
- la loi cantonale du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC);
- le règlement du 18 décembre 1984 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions;
- la loi cantonale du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);
- le règlement d'exécution de la loi sur les communes du 28 décembre 1981;
- le message du Conseil communal du 20 novembre 2006

décide

## **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

But et champ  
d'application

### **Art. 1**

<sup>1</sup>Le présent règlement régit la construction, l'exploitation, l'entretien et le financement de l'équipement communal de base de distribution d'eau.

<sup>2</sup>Le présent règlement s'applique à tous les abonnés qui demandent à la Commune de leur fournir de l'eau potable.

<sup>3</sup> Les propriétaires non-abonnés sont soumis aux articles 2, 14 et 31 al. 2 du présent règlement.

Tâches de  
la Commune

### **Art. 2**

<sup>1</sup>La Commune fournit dans le périmètre de distribution et dans les limites de capacité et de pression du réseau, moyennant abonnement, l'eau potable nécessaire à la consommation domestique, artisanale, industrielle et l'eau nécessaire à la défense contre l'incendie.

<sup>2</sup>Elle établit et entretient les captages, les réservoirs, les hydrantes et le réseau de distribution public conformément aux normes du règlement d'exécution de la loi sur l'eau potable et directives des associations professionnelles (SSIGE).

<sup>3</sup>Elle exerce la surveillance de toutes les installations d'alimentation dont elle est propriétaire.

**Abonnement****Art. 3**

<sup>1</sup>La fourniture d'eau fait l'objet d'un abonnement contracté par le propriétaire d'un immeuble ou de son mandataire.

<sup>2</sup>L'abonnement est annuel. Il se renouvelle tacitement d'année en année. Il est conclu lors du raccordement de l'immeuble au réseau communal.

<sup>3</sup>Lors du transfert de propriété, les droits et les obligations contractés par la prise d'un abonnement sont transférés au nouveau propriétaire.

**Financement****Art. 4**

<sup>1</sup>Les revenus provenant du service des eaux sont affectés à l'entretien des installations, à l'achat d'eau à des tiers, à l'amortissement du capital investi et au paiement des intérêts, à l'exclusion de tout autre but.

<sup>2</sup> Le service des eaux doit financièrement se suffire à lui-même.

**II. COMPTEURS D'EAU****Pose****Art. 5**

<sup>1</sup>Les compteurs d'eau sont propriété de la Commune qui prend à sa charge l'achat, la pose et l'entretien normal.

<sup>2</sup>Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible, à l'abri du gel, à l'intérieur de l'immeuble et avant toute prise propre à débiter de

l'eau. Une vanne d'arrêt posée avant et après le compteur est obligatoire.

<sup>3</sup>Le déplacement ultérieur du compteur d'eau ne peut se faire qu'avec l'accord de la Commune. Les frais de déplacement sont entièrement à la charge de l'abonné.

<sup>4</sup>Le propriétaire autorise la Commune à procéder à la pose d'un système de lecture de comptage à distance à l'extérieur du bâtiment.

<sup>5</sup>Pour les nouvelles constructions, un tube vide reliant le compteur à une façade extérieure doit être prévu pour l'installation future d'un lecteur à distance.

## Relevé

### Art. 6

<sup>1</sup>Les indicateurs du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée, sauf s'il s'avère qu'il y a eu défectuosité ou arrêt du compteur.

<sup>2</sup>Lorsque l'utilisateur met en doute la précision de mesure du compteur, la Commune enlève celui-ci et le fait contrôler par une station officielle d'étalonnage. Si les indications du compteur, essayé à 10% du débit nominal, restent dans le niveau de tolérance admis de plus ou moins 5%, les frais qui en résultent sont mis à charge de l'abonné. Dans le cas contraire, ils sont supportés par la Commune.

<sup>3</sup>Le relevé et la vérification du compteur sont de la compétence du service des eaux.

Mauvais  
fonctionnement

**Art. 7**

<sup>1</sup>La Commune doit être informée sans délai de tout défaut du compteur.

<sup>2</sup>En cas de mauvais fonctionnement du compteur, la consommation d'eau pour la période en cours est calculée sur la base de la consommation moyenne des deux années précédentes.

Installation  
de sous-  
compteurs

**Art. 8**

La pose de sous-compteurs est entièrement à la charge de l'abonné. Elle doit être conforme aux prescriptions techniques de la SSIGE.

Révision

**Art. 9**

Les frais de révision des compteurs sont à la charge de la Commune.

**III. INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION**

Réseau  
principal

**Art. 10**

<sup>1</sup>Le réseau public de distribution d'eau potable et des bornes hydrantes comprennent les conduites principales et secondaires de distribution. Il est déterminé par un plan directeur (PDEP – casier des eaux potables) établi par le Conseil communal conformément au règlement d'exécution de la loi sur l'eau potable.

<sup>2</sup>Les conduites principales sont destinées uniquement à l'alimentation des conduites secondaires de distribution.

Réseau privé  
et installation  
de traitement  
de l'eau

## **Art. 11**

<sup>1</sup>En général, chaque immeuble est pourvu de ses propres installations de distribution d'eau qui comprennent :

- un collier de prise d'eau sur la conduite secondaire;
- une vanne de prise d'eau, à proximité immédiate de la conduite secondaire, accessible en tout temps, dont l'emplacement est déterminé par la Commune;
- une conduite agréée par la SSIGE posée à l'abri du gel selon les régions, la hauteur de recouvrement sur le branchement sera de 1.00 m minimum à 1.50 m maximum.

<sup>2</sup>L'endroit du raccordement et celui du passage de la conduite sur le domaine public sont déterminés par la Commune.

<sup>3</sup>Seules les installations de traitement de l'eau approuvées par l'Office fédéral de la Santé publique sont admises. A leur entrée, elles seront pourvues d'un clapet de retenue rendant impossible tout retour d'eau dans le réseau public.

<sup>4</sup>Seuls les installateurs agréés par la Commune peuvent exécuter les raccordements à la conduite secondaire, jusqu'à et y compris la pose du compteur.

Frais à la  
charge de  
l'abonné

**Art. 12**

<sup>1</sup>Les installations du réseau privé, depuis et y compris la prise d'eau sur la conduite secondaire sont à l'entière charge de l'abonné.

<sup>2</sup>Les travaux d'entretien et de réparation des installations privées, ainsi que les modifications de ces installations pour une cause étrangère au service des eaux communal sont également à la charge du propriétaire de l'immeuble.

<sup>3</sup>Les installations appartiennent au propriétaire dès et y compris le collier de prise d'eau sur la conduite secondaire, à l'exception du compteur d'eau. Il en assume entièrement les frais.

<sup>4</sup>En cas de mise hors service d'un raccordement, la Commune, en règle générale, enlève la vanne de prise d'eau aux frais du propriétaire, à moins qu'une réutilisation intervienne dans les 12 mois.

<sup>5</sup>Lors du renouvellement d'installation communale (anciennes conduites), les propriétaires sont dans l'obligation de remplacer leur raccordement privé à leurs frais. Dans l'hypothèse où celles-ci ont été changées 10 ans auparavant, le remplacement sera pris en charge par la Commune.



**Contrôle****Art. 13**

<sup>1</sup>La Commune contrôle la bienfacture de l'installation du réseau privé. Celui-ci doit correspondre aux exigences en vigueur de la SSIGE.

<sup>2</sup>Le propriétaire remet à la Commune un plan d'exécution indiquant, avec exactitude, l'emplacement de la conduite et de la vanne depuis l'endroit du raccordement sur la conduite principale jusqu'à l'immeuble.

**Sources privées****Art. 14**

<sup>1</sup>Les propriétaires qui disposent déjà d'installations leur fournissant en suffisance une eau dont la qualité correspond constamment aux exigences pour l'eau potable selon le règlement d'exécution de la loi sur l'eau potable sont dispensés de l'obligation de prendre de l'eau au réseau public.

<sup>2</sup>Afin d'éviter tout mélange, les installations de distribution des sources privées doivent être indépendantes du réseau public.

**Hydrantes****Art. 15**

<sup>1</sup>La Commune installe et entretient les hydrantes nécessaires à la défense contre l'incendie et en supporte les frais.

<sup>2</sup>Les propriétaires fonciers sont tenus d'accepter que les hydrantes soient placées sur leur bien-fonds. Dans la mesure du possible, la Commune tient compte du désir du propriétaire pour en fixer l'emplacement.

<sup>3</sup>L'usage des hydrantes est réservé exclusivement à la défense contre l'incendie sous réserve d'autorisation spéciale du Conseil communal.

#### **IV. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS**

Obligations  
de l'abonné

##### **Art. 16**

<sup>1</sup>Tout dommage causé à des tiers ou au domaine public par l'établissement ou l'entretien d'installations privées est à la charge de l'abonné.

<sup>2</sup>En cas de fuite entre la prise d'eau sur la conduite secondaire et le compteur de l'abonné, ce dernier est tenu de remettre en état l'installation défectueuse dans les plus brefs délais. En cas de négligence ou de retard, le Conseil communal fait exécuter les travaux aux frais de l'abonné.

<sup>3</sup>Les abonnés doivent signaler sans retard à la Commune toute perturbation, diminution ou arrêt dans la distribution d'eau, et tout dommage du compteur ou des vannes.

<sup>4</sup>Les propriétaires laissent établir et entretenir sur leurs fonds toutes les conduites de distribution d'eau du réseau public. Ils sont tenus de laisser brancher sur les conduites pouvant desservir plusieurs abonnés celles destinées à d'autres abonnés.

<sup>5</sup>Les indemnités de passage et les dédommagements pour les dégâts causés sont fixés par entente entre les parties, à défaut par le juge d'expropriation. La Commune verse les indemnités et dédommagements concernant les conduites principales et secondaires;

les abonnés concernés paient les indemnités et dédommagements concernant le réseau privé.

Responsabilités  
de l'abonné

**Art. 17**

Les abonnés sont responsables des installations du réseau privé et des installations intérieures de l'immeuble.

Interdictions

**Art. 18**

<sup>1</sup>Il est interdit à l'abonné de déplomber ou de démonter le compteur et de modifier les vannes et la prise d'eau sans l'accord préalable de la Commune.

<sup>2</sup>L'abonné ne peut disposer en sa faveur ou en faveur d'un tiers d'un raccordement entre la conduite secondaire et le compteur.

<sup>3</sup>Les frais de réparation ou de remise en état des installations détériorées, endommagées ou déplacées sans autorisation sont à la charge du propriétaire de l'immeuble.

Interruptions  
et réductions

**Art. 19**

<sup>1</sup>Les interruptions de service à la suite d'accident de force majeure, de réparation ou de nettoyage ne donnent aucun droit à une indemnité ou à une réduction du tarif d'abonnement.

<sup>2</sup>En cas de pénurie d'eau, le Conseil communal a le droit d'édicter des prescriptions relatives à l'utilisation de l'eau, de réduire les débits, sans rabais sur le prix d'abonnement, d'interdire, de faire interrompre les

arrosages des jardins et pelouses, le remplissage de fosses ou de piscines et le lavage des voitures.

Responsabilité  
de la  
Commune

**Art. 20**

La Commune n'est pas responsable des interruptions qui sont causées par des tiers.

Fuites d'eau

**Art. 21**

<sup>1</sup>La Commune décide d'engager des travaux de détection de fuites d'eau dans le réseau de distribution, notamment lorsque le volume d'eau produit dépasse de manière importante le volume d'eau facturé aux abonnés.

<sup>2</sup>Les frais de détection de fuites sur le réseau public de distribution sont à la charge de la Commune.

<sup>3</sup>Si la fuite provient du réseau privé, la Commune avertit le propriétaire concerné. Les frais de recherche y relatifs sont à la charge de l'abonné. L'article 16 al. 2 est applicable.

**V. FINANCEMENT ET TARIFS**

En général

**Art. 22**

Les contributions destinées à couvrir les coûts du service des eaux sont les suivantes :

- a) charge de préférence pour fonds non raccordés mais raccordables
- b) eau de construction

- c) taxe de raccordement
- d) taxe fixe annuelle comprenant l'abonnement de base, la location du compteur et la taxe de défense contre l'incendie
- e) taxe fixe annuelle de défense incendie pour les non-abonnés
- f) consommation d'eau.

Fonds non  
raccordés mais  
raccordables

### **Art. 23**

<sup>1</sup>La Commune perçoit une taxe pour les fonds non raccordés mais raccordables situés dans le périmètre du plan directeur de l'eau potable (PDEP).

<sup>2</sup>Elle est fixée par m<sup>2</sup> de surface constructible (aire à bâtir) du fonds selon tarif A annexé.

Eau de  
construction

### **Art. 24**

<sup>1</sup>La consommation d'eau de construction fait l'objet d'une autorisation délivrée par le Conseil communal.

<sup>2</sup>Le prix de l'eau de construction est calculé à raison d'un pourcentage de la valeur totale de la construction annoncée dans la demande du permis de construire, selon tarif B annexé.

Taxe de  
raccordement

### **Art. 25**

La taxe de raccordement d'un fonds construit (bâtiment) est fixé comme suit :

a) fonds  
construit

### **1. Immeubles à usage d'habitation**

- surface parcelle x indice selon plan de zone = surface théorique utilisable.

#### **Montant de la taxe**

- surface utilisable théorique x tarif C annexé pour un indice de 0,30 et moins
- indice de 0,31 à 0,40
- indice de 0,41 à 0,59
- indice de 0,60 et plus.

### **2. Immeubles à usage commercial, artisanal, industriel et public dans les zones d'activité (à l'exclusion de toute habitation)**

- surface parcelle x indice de masse = volume théorique constructible, selon tarif C annexé.

#### **Montant de la taxe** (selon tarif C annexé)

- pour les 10'000 premiers m<sup>3</sup>
- pour les 10'000 m<sup>3</sup> supplémentaires
- pour la part de volume dépassant 20'000 m<sup>3</sup>

b) fonds construit  
avec indice  
augmenté

**Art. 26**

<sup>1</sup>Si une parcelle construite subit une augmentation d'indice, la taxe de raccordement est due sur la surface théoriquement utilisable supplémentaire en cas d'octroi d'un nouveau permis de construire, à l'exception des constructions de peu d'importance (Art. 64 ReLATEC).

<sup>2</sup>En cas de dépassement de l'indice d'utilisation défini par la réglementation communale, la taxe de raccordement est fixée en fonction de l'indice d'utilisation réel.

<sup>3</sup>Dans le cas de zones où l'indice d'utilisation n'est pas déterminé, le calcul de la taxe se fera en fonction de la surface brute de plancher effective.

c) autres fonds

**Art. 27**

<sup>1</sup>Pour les immeubles situés dans une zone sans indice selon le PAL 93 mais qui peuvent néanmoins être raccordés au réseau d'eau potable, il sera tenu compte d'une surface théorique de parcelle et d'un indice d'utilisation qui est en rapport avec l'affectation de la construction.

<sup>2</sup>En ce qui concerne les fonds exclusivement agricoles, seule la surface attenante à la ferme est prise en considération pour la fixation de la taxe. Le Conseil communal détermine cette surface selon les critères de l'alinéa 1.

## d) paiement

**Art. 28**

<sup>1</sup>La taxe prévue à l'article 24 est perçue au moment de l'ouverture du chantier.

<sup>2</sup>La taxe prévue à l'art. 25 est perçue au moment du raccordement.

<sup>3</sup>La charge de préférence est perçue dès l'approbation par la Direction des travaux publics de l'affectation en zone à bâtir du secteur concerné, dans la mesure où la possibilité de raccordement existe.

Abonnement  
annuel de base**Art. 29**

L'abonnement annuel de base se calcule comme suit :

**1. Immeubles à usage d'habitation**

- volume du bâtiment selon norme SIA 416 x tarif D annexé = montant de la taxe.

**2. Immeubles à usage commercial, artisanal, industriel et public**

- volume du bâtiment selon norme SIA 416 x tarif D annexé = montant de la taxe.

Prix de  
l'eau**Art. 30****Immeubles à usage d'habitation, public, commercial et industriel**

Le prix de l'eau consommée est fixé par m<sup>3</sup> relevé au compteur selon tarif E annexé.



Taxe fixe annuelle  
de défense  
incendie

**Art. 31**

<sup>1</sup>Pour les propriétaires d'immeubles raccordés au réseau public de distribution d'eau potable, la taxe de défense incendie est comprise dans la taxe annuelle de base (art. 29).

<sup>2</sup>Les propriétaires d'immeubles non raccordés sont astreints à payer une taxe de défense incendie correspondant au tiers de la taxe annuelle de base (art. 29)

Modalités de  
paiement

**Art. 32**

Les contributions de base et les prix mentionnés aux articles 29 à 31 du présent règlement sont payables semestriellement dans un délai de 30 jours dès réception de la facture.

Intérêts de  
retard

**Art. 33**

Toutes taxes, contributions ou émoluments non payés dans les délais portent intérêt au taux de 5% l'an.

**VI. PENALITES ET MOYENS DE DROIT**

Amendes

**Art. 34**

Les contraventions aux articles 5, 11, 13, 14, 15, 16 et 18 du présent règlement sont passibles d'une amende de fr. 20.- à 1000.- conformément à la législation sur les Communes. Le Conseil communal se réserve le

droit de déposer une plainte pénale selon la gravité de la violation ou ses conséquences.

Voies de droit  
a) réclamation  
au Conseil  
communal

### **Art. 35**

<sup>1</sup>Les décisions prises par le Conseil communal ou un organe qui lui est subordonné sont sujettes à réclamation auprès du Conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision.

<sup>2</sup>La réclamation doit être écrite et motivée et contenir les conclusions du réclamant. Celui-ci indique également les moyens de preuve et joint les documents utiles en sa possession.

<sup>3</sup>Pour les amendes, l'article 86 al. 2 LCo demeure réservé.

b) Recours au  
Préfet

### **Art. 36**

La décision sur réclamation du Conseil communal, y compris celle ayant trait aux contributions, taxes ou émoluments, est sujette à recours auprès du Préfet dans les 30 jours dès la notification de la décision sur réclamation.

## **VII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

### **Art. 37**

Les dispositions antérieures et contraires au présent règlement sont abrogées.

**Art. 38**

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Il est soumis à l'approbation de la Direction de la santé et des affaires sociales.

Ainsi arrêté par le Conseil communal, dans sa séance  
du 20 novembre 2006

Le Secrétaire

Emmanuel Roulin



La Syndique

Erika Schnyder

Approuvé en séance du Conseil général  
le 12 décembre 2006

Le Secrétaire

Emmanuel Roulin



Le Président

Julien Chavaz

Approuvé par la Direction de la santé et des  
affaires sociales du canton de Fribourg

La Conseillère d'Etat, Directrice

*AC Demierre*

Anne-Claude Demierre



Fribourg, le 9 mars 2007

**TARIF RELATIF AU REGLEMENT COMMUNAL DE LA**  
**DISTRIBUTION**  
**D'EAU POTABLE DU 12 DECEMBRE 2006**

**Tous les tarifs mentionnés ci-dessous sont calculés avec un taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

**A. TARIF POUR CHARGE DE PREFERENCE POUR FONDS NON RACCORDES MAIS RACCORDABLES**  
(art. 23 du règlement)

Fr. 0,50 /m<sup>2</sup> + TVA de surface constructible du fonds

**B. TARIF DE L'EAU DE CONSTRUCTION**  
(art. 24 du règlement)

0,05% de la valeur totale de la construction annoncée dans le permis de construire, maximum fr. 10'000.- + TVA.

**C. TARIF DE LA TAXE DE RACCORDEMENT**

**1. Immeubles à usage d'habitation**

- pour un indice de 0,30 et moins    fr. 10.0 /m<sup>2</sup> + TVA
- pour un indice de 0,31 à 0,40    fr. 9.0 /m<sup>2</sup> + TVA
- pour un indice de 0,41 à 0,59    fr. 8.0 /m<sup>2</sup> + TVA
- pour un indice de 0,60 et plus    fr. 7.0 /m<sup>2</sup> + TVA

**2. Immeubles à usage commercial, artisanal, industriel et public dans les zones d'activité**

- pour les 10'000 premiers m<sup>3</sup> fr. 1.00 /m<sup>3</sup> + TVA
- pour les 10'000 m<sup>3</sup> supplémentaires  
fr. 0.50 /m<sup>3</sup> + TVA
- pour la part de volume dépassant 20'000 m<sup>3</sup>  
fr. 0.25 /m<sup>3</sup> + TVA

**D. TARIF DE L'ABONNEMENT ANNUEL DE BASE**

(art. 29 du règlement)

1. Immeubles à usage d'habitation  
Montant de la taxe fr. 0,10 /m<sup>3</sup> + TVA
2. Immeubles à usage commercial, artisanal, industriel et public  
Montant de la taxe fr. 0,06 /m<sup>3</sup> + TVA

**E. TARIF DE L'EAU CONSOMMEE (art. 30 du règlement)**

**1. Immeubles à usage d'habitation, public, commercial et industriel**

Montant de la taxe fr. 1.00 /m<sup>3</sup> + TVA

Ainsi arrêté par le Conseil communal, dans sa séance  
du 20 novembre 2006

Le Secrétaire

Emmanuel Roulin



La Syndique

Erika Schnyder

Approuvé en séance du Conseil général  
le 12 décembre 2006

Le Secrétaire

Emmanuel Roulin



Le Président

Julien Chavaz

Approuvé par la Direction de la santé et des  
affaires sociales du canton de Fribourg

La Conseillère d'Etat, Directrice

*AC Demierre*

Anne-Claude Demierre



Fribourg, le 9 mars 2007